

Code social - Droit du travail 2026



Wolters Kluwer

Ce Code est à jour au 1^{er} janvier 2026.

Editeur responsable : Peter Immink

© 2026 Wolters Kluwer Belgium SA

L'exploration de textes et de données n'est pas autorisée.

Raghen Business Park

Motstraat 30

2800 Malines

Help & Support Center

Motstraat 30

2800 Malines

Tél. : 015 78 76 00

wkbe.be/serviceclient

www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

Aucun élément de cette publication ne peut être utilisé ou stocké dans une application utilisant l'intelligence artificielle (IA) ou une application comparable, y compris pour l'entraînement d'une application d'IA.

L'utilisation (de parties) du contenu de cette publication à des fins d'exploration de textes et de données n'est pas autorisée.

D/2026/2664/014

ISBN 978-94-03-04067-7

BP/458-PI26001

Table des matières générale

I.	BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL	1
	Loi relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail – 4 août 1996	3
	Code du bien-être au travail – 28 avril 2017 [Extrait].....	50
	Convention collective de travail n° 72 conclue au sein du Conseil national du Travail concernant la gestion de la prévention du stress occasionné par le travail – 30 mars 1999	152
	Convention collective de travail n° 100 concernant la mise en œuvre d'une politique préventive en matière d'alcool et de drogues dans l'entreprise – 1 avril 2009	155
	[Loi [instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans certains lieux et à la protection de la population contre la fumée du tabac] – 22 décembre 2009.	163
II.	CONGÉ-ÉDUCATION PAYÉ	169
	Loi de redressement contenant des dispositions sociales – 22 janvier 1985. . . .	171
	Arrêté royal d'exécution de la section 6 – octroi du congé-éducation payé dans le cadre de la formation permanente des travailleurs – du chapitre IV de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales – 23 juillet 1985	189
	Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux modalités d'octroi du congé-éducation payé – 29 juin 2023	197
III.	CONGÉS THÉMATIQUES	205
	Loi de redressement contenant des dispositions sociales – 22 janvier 1985 [Extrait]	207
	Arrêté royal relatif au congé pour soins palliatifs, portant exécution de l'article 100bis, § 4 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 concernant des dispositions sociales et modifiant l'arrêté royal du 2 janvier 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption – 22 mars 1995	217
	Convention collective de travail n° 64 conclue au sein du Conseil national du Travail instituant un droit au congé parental – 29 avril 1997	218
	Arrêté royal relatif à l'introduction d'un droit au congé parental dans le cadre d'une interruption de la carrière professionnelle – 29 octobre 1997.....	222
	Arrêté royal instaurant un droit à l'interruption de carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille gravement malade – 10 août 1998	226
	Loi [relative à la reconnaissance de l'aidant proche] – 12 mai 2014	230

Arrêté royal portant exécution de la loi du 12 mai 2014 relative à la reconnaissance de l'aidant proche et à l'octroi de droits sociaux à l'aidant proche – 16 juin 2020.	234
IV. CONTRATS DE TRAVAIL	239
Loi relative aux contrats de travail – 3 juillet 1978.	241
Convention collective de travail n° 12bis adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail la convention collective de travail n° 12 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti aux ouvriers en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle – 26 février 1979 ..	297
Convention collective de travail n° 13bis adaptant à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail la convention collective de travail n° 13 du 28 juin 1973 concernant l'octroi d'un salaire mensuel garanti à certains employés, en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie, d'un accident de droit commun, d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle – 26 février 1979	302
Convention collective de travail n° 75 relative aux délais de préavis des ouvriers – 20 décembre 1999.	307
Loi sur le principe de non-discrimination en faveur des travailleurs avec un contrat de travail à durée déterminée – 5 juin 2002	308
Loi relative aux examens médicaux dans le cadre des relations de travail – 28 janvier 2003	310
Convention collective de travail n° 85 concernant le télétravail – 9 novembre 2005	312
Loi concernant le travail faisable et maniable – 5 mars 2017 [Extrait].	317
Loi concernant l'introduction d'un statut unique entre ouvriers et employés en ce qui concerne les délais de préavis et le jour de carence ainsi que de mesures d'accompagnement – 26 décembre 2013 [Extrait]	319
Convention collective de travail n° 109 concernant la motivation du licenciement – 12 février 2014.	322
Convention collective de travail n° 161 concernant le droit de demander une forme d'emploi comportant des conditions de travail plus prévisibles et plus sûres – 27 septembre 2022	326
Convention collective de travail n° 162 instituant un droit à demander une formule souple de travail – 27 septembre 2022	333
Convention collective de travail n° 183 établissant un régime de suspension totale de l'exécution du contrat de travail et/ou un régime de travail à temps réduit en cas de manque de travail résultant de causes économiques pour les employés – 21 octobre 2025	342
V. CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL ET COMMISSIONS PARITAIRES	345
Loi sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires – 5 décembre 1968	347

VI.	CONVENTION DE PREMIER EMPLOI	359
	Loi en vue de la promotion de l'emploi – 24 décembre 1999	361
	Arrêté royal d'exécution des articles [...] [32, § 2, alinéa 1 ^{er}], 33, § 2, alinéa 3, 34[...], 39, § 4, alinéa 2, et § 5, alinéa 2, 42, § 2 [...], 46, alinéa 1 ^{er} , 47, § 4, alinéas 1 ^{er} et 4 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi – 30 mars 2000	369
	Arrêté royal d'exécution des articles [26, 27, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o ,] 30, 39, § 1 ^{er} , et § 4, alinéa 2, 40, alinéa 2, [40bis, alinéa 2,] 41, 43, alinéa 2, et 47, § 1 ^{er} , alinéa 5, [...] de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi – 30 mars 2000	371
VII.	CRÉDIT-TEMPS	375
	Loi relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie – 10 août 2001 [Extrait]	377
	Arrêté royal pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps – 12 décembre 2001	378
	Convention collective de travail n° 103 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière – 27 juin 2012	397
	Convention collective de travail n° 179 fixant, pour la période allant du 1 ^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027, le cadre interprofessionnel de l'adaptation à 55 ans de la limite d'âge en ce qui concerne l'accès au droit aux allocations pour un emploi de fin de carrière, pour les travailleurs qui ont une carrière longue, qui exercent un métier lourd ou qui sont occupés dans une entreprise en difficultés ou en restructuration – 21 octobre 2025	424
VIII.	DISPOSITIONS PÉNALES	427
	Code pénal social – 6 juin 2010 [Extrait]	429
IX.	DOCUMENTS SOCIAUX	559
	Loi instituant les règlements de travail – 8 avril 1965	561
	Arrêté royal 5 relatif à la tenue des documents sociaux – 23 octobre 1978 [Extrait]	573
	Arrêté royal relatif à la tenue des documents sociaux – 8 août 1980	577
	Arrêté royal soustrayant certaines catégories d'employeurs à l'obligation de tenir le registre du personnel imposée par l'article 4, § 1 ^{er} , 1 ^o , de l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux – 17 juin 1983	588
	Arrêté royal instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions – 5 novembre 2002	589

X.	DURÉE DU TRAVAIL	595
	Arrêté royal désignant les personnes investies d'un poste de direction ou de confiance, dans les secteurs privés de l'économie nationale, pour l'application de la loi sur la durée du travail – 10 février 1965	597
	Arrêté royal [relatif à l'information des travailleurs sur l'état de leurs prestations lorsque leur régime de travail est organisé conformément aux articles 20, § 2, 20bis et 26bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail] – 18 janvier 1984.	599
	Convention collective n° 29 conclue au sein du Conseil national du Travail concernant les prestations d'heures supplémentaires – 29 novembre 1976	601
	Loi relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises – 17 mars 1987	603
	Convention collective de travail n° 42 relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises – 2 juin 1987	607
	Loi relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie – 10 août 2001 [Extrait]	610
	Loi relative au renforcement de la croissance économique et de la cohésion sociale – 26 mars 2018 [Extrait]	612
	Convention collective de travail n° 129 concernant les heures supplémentaires volontaires – 23 avril 2019	614
XI.	ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	615
	Convention collective de travail n° 25 sur l'égalité de rémunération entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins – 15 octobre 1975.	617
	Loi tendant à lutter contre certaines formes de discrimination – 10 mai 2007	621
	Loi tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes – 10 mai 2007.	637
	Convention collective de travail n° 95 concernant l'égalité de traitement durant toutes les phases de la relation de travail – 10 octobre 2008.	658
XII.	FORMATION	659
	Loi portant des dispositions diverses relatives au travail – 3 octobre 2022 [Extrait]	661
	Loi transposant partiellement la Directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne – 7 octobre 2022 [Extrait]	668
XIII.	JOURS FÉRIÉS	669
	Loi relative aux jours fériés – 4 janvier 1974	671
	Arrêté royal déterminant les modalités générales d'exécution de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés – 18 avril 1974	676
	Arrêté royal fixant des modalités particulières d'application aux travailleurs intérimaires de la législation en matière de jours fériés – 10 août 2015	681

XIV.	LOI SUR LE TRAVAIL	683
	Loi sur le travail – 16 mars 1971	685
	Arrêté royal assimilant certaines périodes à des périodes de travail en vue de la prolongation de la période d'interruption du travail, au-delà de la huitième semaine après l'accouchement – 11 octobre 1991	713
	Arrêté royal [relatif à la conversion du congé de maternité en cas de décès ou d'hospitalisation de la mère] – 17 octobre 1994	714
XV.	OUTPLACEMENT / RECLASSEMENT PROFESSIONNEL	717
	Loi visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs – 5 septembre 2001 [Extrait]	719
	Convention collective de travail n° 82 relative au [...] reclassement professionnel pour les travailleurs de quarante-cinq ans et plus qui sont licenciés – 10 juillet 2002	727
	Loi relative au pacte de solidarité entre les générations – 23 décembre 2005 [Extrait]	735
	Arrêté royal relatif à la gestion active des restructurations – 9 mars 2006	739
XVI.	PAUSES D'ALLAITEMENT	751
	Convention collective de travail n° 80 instaurant un droit aux pauses d'allaitement – 27 novembre 2001	753
XVII.	PETITS CHÔMAGES ET CONGÉ POUR RAISONS IMPÉRIEUSES	757
	Arrêté royal [relatif au maintien de la rémunération normale des travailleurs pour les jours d'absence à l'occasion d'événements familiaux ou en vue de l'accomplissement d'obligations civiques ou de missions civiles] – 28 août 1963	759
	Convention collective de travail n° 45 instaurant un congé pour raisons impérieuses – 19 décembre 1989	762
XVIII.	PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE	765
	Convention collective de travail n° 81 relative à la protection de la vie privée des travailleurs à l'égard du contrôle des données de communication électroniques en réseau – 26 avril 2002	767
	Convention collective de travail n° 89 concernant la prévention des vols et les contrôles de sortie des travailleurs quittant l'entreprise ou le lieu de travail – 30 janvier 2007	773
XIX.	RECRUTEMENT ET SÉLECTION	777
	Convention collective de travail n° 38 concernant le recrutement et la sélection des travailleurs – 6 décembre 1983	779

XX.	RÉGIME DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE	783
	Convention collective de travail n° 17 conclue au sein du Conseil national du Travail instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement – 19 décembre 1974	785
	Arrêté royal fixant [le régime de chômage avec complément d'entreprise] – 3 mai 2007	794
	Convention collective de travail n° 107 relative au système de cliquet pour le maintien de l'indemnité complémentaire dans le cadre de certains régimes de chômage avec complément d'entreprise – 28 mars 2013	805
	Convention collective de travail n° 177 fixant, pour la période allant du 1 ^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2027, les conditions d'octroi d'un complément d'entreprise dans le cadre du chômage avec complément d'entreprise pour certains travailleurs âgés moins valides ou ayant des problèmes physiques graves, en cas de licenciement – 21 octobre 2025	809
XXI.	RÉMUNÉRATION	815
	Loi concernant la protection de la rémunération des travailleurs – 12 avril 1965	817
	Code judiciaire – 10 octobre 1967	845
	Arrêté royal déterminant les modalités relatives au paiement de la rémunération en monnaie scripturale et à la cession ou la saisie de l'avoir du compte bancaire ou de chèques postaux auquel la rémunération du travailleur est virée – 5 mars 1986	859
	[Convention collective de travail n° 43 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen] – 2 mai 1988	860
	Convention collective de travail n° 50 conclue au sein du Conseil national du Travail relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen aux travailleurs âgés de moins de 21 ans – 29 octobre 1991	865
	Loi relative à l'exécution de l'accord interprofessionnel 2007-2008 – 21 décembre 2007 [Extrait]	867
	Convention collective de travail n° 90 concernant les avantages non récurrents liés aux résultats – 20 décembre 2007	872
	Convention collective de travail n° 98 concernant les éco-chèques – 20 février 2009	882
	Loi concernant l'instauration d'un budget mobilité – 17 mars 2019	885
XXII.	TRAVAIL À TEMPS PARTIEL	891
	Convention collective de travail n° 35 concernant certaines dispositions du droit du travail en matière de travail à temps partiel – 27 février 1981	893
	Loi-programme – 22 décembre 1989 [Extrait]	896
	Arrêté royal d'exécution des dispositions de la loi-programme du 22 décembre 1989 relatives au contrôle des dérogations à l'horaire normal des travailleurs à temps partiel – 8 mars 1990	901
	Arrêté royal déterminant les dérogations à la limite minimale de la durée des prestations des travailleurs – 18 juin 1990	902

Arrêté royal assimilant à du travail supplémentaire certaines prestations des travailleurs à temps partiel – 25 juin 1990	903
Arrêté royal déterminant les dérogations à la durée hebdomadaire minimale de travail des travailleurs à temps partiel fixée à l'article 11 <i>bis</i> de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail – 21 décembre 1992	905
Loi relative au principe de non-discrimination en faveur des travailleurs à temps partiel – 5 mars 2002.	906
XXIII. TRAVAIL DE NUIT	907
Loi relative au travail de nuit – 17 février 1997 [Extrait]	909
Arrêté royal d'exécution de la loi du 17 février 1997 relative au travail de nuit – 16 avril 1998	911
Convention collective de travail n° 46 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit – 23 mars 1990.	912
Convention collective de travail n° 49 relative à la garantie d'une indemnité financière spécifique aux travailleurs occupés dans le cadre d'un travail en équipes comportant des prestations de nuit ou dans d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit – 21 mai 1991	919
Convention collective de travail n° 76 portant exécution de l'article 27, § 4, alinéa 2 de la loi du 16 mars 1971 – 18 juillet 2000	921
XXIV. TRAVAILLEURS ÂGÉS	923
Convention collective de travail n° 104 concernant la mise en œuvre d'un plan pour l'emploi des travailleurs âgés dans l'entreprise – 27 juin 2012	925
XXV. TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	929
Loi relative à l'occupation de ressortissants étrangers se trouvant dans une situation particulière de séjour – 9 mai 2018	931
Loi [concernant les conditions de travail, de rémunération et d'emploi en cas de détachement de travailleurs en Belgique et le respect de celles-ci] – 5 mars 2002.	934
Arrêté royal portant exécution de la loi du 9 mai 2018 relative à l'occupation de ressortissants étrangers se trouvant dans une situation particulière de séjour – 2 septembre 2018.	943
Loi portant diverses dispositions concernant le détachement de travailleurs – 11 décembre 2016 [Extrait]	948
XXVI. TRAVAILLEURS PROTÉGÉS	949
Loi portant un régime de licenciement particulier pour les délégués du personnel aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, ainsi que pour les candidats délégués du personnel – 19 mars 1991	951

Arrêté royal relatif aux modalités de calcul et de paiement de l'indemnité complémentaire due au délégué du personnel ou au candidat-délégué du personnel dans le cadre de la procédure de reconnaissance d'un motif grave – 21 mai 1991	958
XXVII. TRAVAIL TEMPORAIRE OU INTÉRIMAIRE	959
Loi sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs – 24 juillet 1987	961
Convention collective de travail n° 108 relative au travail temporaire et travail intérimaire – 16 juillet 2013	979
Loi portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses – 12 août 2000 [Extrait]	995
Arrêté royal pris en exécution des articles 188, alinéa 2 et 194, par. 1 ^{er} , alinéa 2, de la loi du 12 août 2000 portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses – 15 juillet 2002	1000
XXVIII. VACANCES ANNUELLES, COMPTE ÉPARGNE-CARRIÈRE ET DON DE CONGÉS	1003
Lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés – 28 juin 1971	1005
Arrêté royal déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés – 30 mars 1967	1016
Loi concernant le travail faisable et maniable – 5 mars 2017 [Extrait].	1038

Registre chronologique